

FINANCEMENT DES CAMPAGNES ELECTORALES

Plus d'argent dans les élections

L'avant-projet de loi relatif au régime électoral revoit à la hausse le mécanisme de financement des campagnes électorales. Les montants peuvent atteindre jusqu'à 80 millions de dinars pour les candidats à l'élection présidentielle mais ne sauraient dépasser 1 million de dinars pour les futurs candidats à la députation.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le législateur a décidé de revoir les taux de financement des campagnes électorales. Actuellement, les candidats à l'élection présidentielle ne peuvent dépasser la somme de 15 millions de dinars pour le financement du premier tour du scrutin.

Il atteint les 20 millions de dinars en cas de second tour. Mais les sommes autorisées connaîtront une hausse significative dès l'entrée en vigueur du nouveau code électoral.

«Les dépenses de campagnes d'un candidat à l'élection de la présidence de la République ne peuvent excéder un plafond de soixante millions de dinars (60 000 000 DA) pour le premier tour. Ce montant est porté à quatre-vingt millions de dinars (80 000 000 DA) en cas de second tour», lit-on dans l'article 205 de cet avant-projet de loi.

Pour ce qui est des candidats à l'élection législative, le texte prévoit également une augmentation du montant autorisé. Celui-ci

passera de 150 000 dinars à 1 million de dinars. Les candidats à toutes élections pourront toujours se faire rembourser une partie des frais engagés après proclamation des résultats par le Conseil constitutionnel.

Le législateur a maintenu la disposition obligeant les candidats à tenir un compte de campagne. «Ce compte présenté par un expert-comptable ou un comptable agréé est adressé au Conseil constitutionnel.

Le compte du président de la République élu est publié au Journal officiel. Les comptes des candidats élus à l'Assemblée populaire nationale sont transmis au bureau de celle-ci.

En cas de rejet du compte de campagne par le Conseil constitutionnel, il ne peut être procédé au remboursement», précise l'article 209. Une fois les critères remplis, les candidats ouvrent droit à un remboursement forfaitaire de 10% «des frais réellement engagés».

Les sommes remboursées



Photo : Samir Sid

Il est impératif d'installer des mécanismes efficaces de surveillance.

peuvent, toutefois, augmenter en fonction des résultats obtenus par les candidats. Pour ce qui est des sources de financement, les pouvoirs publics n'ont rien apporté de nouveau.

L'article 203 indique juste que l'argent doit provenir «de la contribution des partis politiques, de l'aide éventuelle de l'Etat, accor-

dée équitablement et des revenus des candidats». L'interdiction de recevoir «d'une manière directe ou indirecte» de l'argent en provenance d'un Etat étranger ou d'une personne étrangère a également été maintenue.

Mais le texte n'apporte rien de nouveau en matière de contrôle des comptes de campagne.

L'amendement du code électoral aurait été l'occasion de revoir le système en profondeur et d'installer des mécanismes efficaces de surveillance.

Aujourd'hui, il est de notoriété publique que la participation à une élection est avant tout une question de sous. De gros sous.

T. H.

SAHEL

Entretiens
entre Messahel
et le ministre malien
des Affaires étrangères

Le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, M. Abdelkader Messahel, s'est entretenu hier à Alger avec le ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, M. Soumeylou Boubèye Maïga. L'entretien s'est déroulé à la résidence El-Mithak en marge des travaux de la commission mixte de coopération algéro-malienne.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'entretien, M. Messahel a indiqué que la commission mixte permettra de faire une évaluation de tous les programmes de coopération mis en œuvre par les deux pays. Il a relevé l'existence entre l'Algérie et le Mali d'une coopération «concrète» en matière de formation, rappelant que des bourses d'études sont «régulièrement» accordées par l'Etat algérien au gouvernement malien dans les domaines notamment scientifique, militaire, administratif et de la santé.

M. Messahel a souligné, par ailleurs, que la route transsaharienne arrivera à la frontière malienne au cours du quinquennat 2010-2014, précisant que la partie malienne est «bien prise en charge».

«Nous discutons avec nos amis maliens pour poursuivre la réalisation de la bretelle malienne et nous allons procéder comme nous l'avons fait avec le Niger», a-t-il dit, rappelant que sur les 222 km qui restaient du tronçon nigérien, un montage financier de 183 millions de dollars a été mis en place avec la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque islamique de développement (BID).

Pour le tronçon malien, le ministre a expliqué que, lors de Conférence internationale d'Alger sur la sécurité et le développement dans les pays du champ (Algérie, Mali, Mauritanie et Niger), la BAD, la BID, l'Union européenne et le Qatar ont marqué un «intérêt très particulier» au financement des infrastructures.

Il s'est dit optimiste quant à la «disponibilité» manifestée par les bailleurs de fonds lors de la conférence d'Alger.

DEUX SYNDICATS DU SECTEUR DES COMMUNES
APPELLENT AU DÉBRAYAGE

Les APC risquent la paralysie

La Fédération nationale des fonctionnaires du secteur des communes (FNFC), affiliée au Snapap, entamera une grève de trois jours à partir de mardi 20 septembre. Si aucune réponse n'est apportée à leurs doléances, au bout de ces trois jours, les communaux se lanceront dans une grève illimitée à partir du dimanche 25 septembre.

Après l'appel à la grève d'une semaine dans les communes lancé par

le Conseil national des communes (CNSC), c'est autour d'un autre syndicat du secteur de monter au créneau.

La Fédération nationale des fonctionnaires du secteur des communes (FNFC) déposera, aujourd'hui, un préavis de grève de trois jours pour le mardi 20 septembre. «Si au bout de ces trois jours, aucune réponse n'est donnée à nos revendications, nous entamerons une grève illimitée à partir du dimanche 25 septembre», a déclaré M. Hallassa, président de la Fédération. Les contestataires, qui réclament la promulgation du statut et du régime indemnitaire des communaux avec

effet rétroactif depuis janvier 2008, ont lancé, depuis juin dernier, plusieurs appels à la protestation. Le dernier en date, un débrayage de cinq jours été prévu en juillet dernier.

La Fédération nationale des fonctionnaires du secteur des communes a fini par geler son mouvement de grève après l'engagement de la tutelle à prendre en charge les revendications du personnel. Un engagement qui n'a pas été honoré, regrette le représentant des communaux. Ce dernier avertit : «Une fois la grève déclenchée, tous les services seront paralysés.»

S. A.

RESPONSABILITÉ COLONIALE DE LA FRANCE

Arnaud Montebourg prêt à assumer

Arnaud Montebourg estime que l'Etat français se doit d'assumer son passé colonial en Algérie. Le candidat aux primaires du Parti socialiste pour l'élection présidentielle de 2012 affirme que l'histoire doit être écrite à quatre mains.

Le député de Saône-et-Loire a choisi, hier, d'achever sa visite algéroise par une rencontre avec des journalistes. Discussion à battons rompus sous les lambris du salon de thé de l'hôtel El-Djazaïr. Le discours est rodé. Arnaud Montebourg revient sur les «liens personnels» qui le lient à l'Algérie. Il évoque la rencontre qu'il a eue quelques heures plus tôt avec la sénatrice Leïla Tayeb au cours d'une visite au Conseil de la nation. «Madame Tayeb, qui

est une grande maquisarde, m'a confié que mon grand-père lui avait sauvé la vie. Mais elle n'a pas souhaité donner de détails en public, préférant évoquer cette histoire en aparté», confie-t-il. Transition parfaite pour aborder un sujet plus «sensible» : le passé colonial de la France en Algérie.

L'homme, s'il venait à être président de la République, dit être prêt à tout assumer. «La reconnaissance de la responsabilité de la France est justifiée. Je ne

vois pas en quoi cela pourrait poser problème. Nous devons faire de même qu'avec la question de la collaboration avec l'occupant nazi ou encore sur le passé colonial à Madagascar. Le sujet de la colonisation est présent dans tous les entretiens. C'est une obsession de part et d'autre», insiste-t-il. Ira-t-il jusqu'à la repentance ? «Le gouvernement algérien n'a jamais exigé de repentance», se défend-il. Pour lui, l'histoire doit être «écrite à quatre mains». «Cela aurait dû être mis sur la table depuis longtemps. Nous devons reprendre le chemin de la réconciliation. L'histoire doit être écrite par les deux parties, à quatre

mains. Il ne s'agit ni de réhabiliter la colonisation ni d'en faire un sujet de discorde perpétuel. Il faut assumer.» Interrogé sur le dossier libyen, le parlementaire s'est montré particulièrement critique envers le rôle de la France. «L'intervention de la France a dépassé le cadre de la résolution de l'ONU. Nous allons vers l'irakisation de la Libye. J'ai eu l'occasion d'évoquer longuement le dossier libyen avec le ministre des Affaires étrangères algérien lors d'une entrevue à laquelle assistait l'ambassadeur de France.» Pour lui, le futur chef de l'Etat français devra gérer «dix ans de politique intérieure et extérieure sarkozienne».

T. H.